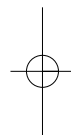
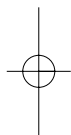
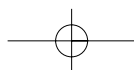
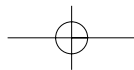


STATISTIQUES 2005-2006



La période couverte par le présent recueil débute le 1^{er} octobre 2005, jour de l'ouverture de la session ordinaire de 2005-2006, et prend fin le dimanche 1^{er} octobre 2006, veille de l'ouverture de la session ordinaire de 2006-2007.





LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

XII^e législature :

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
Soc.	Groupe socialiste.
UDF	Groupe Union pour la démocratie française.
CR	Groupe des député-e-s communistes et républicains.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

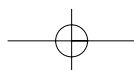
AC	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
AEE	Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.
AE	Commission des affaires étrangères.
DN	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

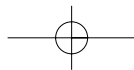
DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

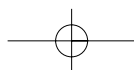
-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

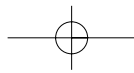




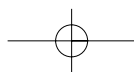
SOMMAIRE

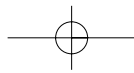
1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	7
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.....	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Élections partielles	9
1.2.3. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	41
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIÉES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	42
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	11
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	12
2.2.1. Sessions et séances publiques	12
2.2.2. Impressions parlementaires	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	14
2.3.1. Travaux des commissions	14
<i>ANNEXE III. – Liste des missions d'évaluation et de contrôle, et des missions d'information</i>	43
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires	15
2.3.2.2. Textes budgétaires	15
2.3.2.3. Rapports d'information	15
2.3.2.4. Rapports d'application	15
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	16
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	16
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i> ...	45
2.4.2. Autres délégations	16
2.4.3. Offices parlementaires	16
2.5. AUTRES COMMISSIONS	17
2.5.1. Commissions d'enquête	17
<i>ANNEXE V. – Liste et travaux des commissions d'enquête constituées</i>	46
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	17
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	17



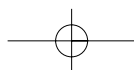
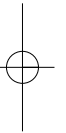
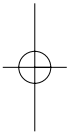


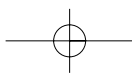
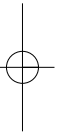
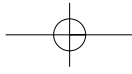
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	19
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	47
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	22
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	23
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	25
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	26
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	26
4.2. PROCÉDURES D'EXAMEN SIMPLIFIÉES	26
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R	26
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R	26
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	27
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	27
4.5. FORMATION DE L'ASSEMBLÉE EN COMITÉ SECRET	27
4.6. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	28
4.6.1. Commissions mixtes paritaires	28
<i>ANNEXE VII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	51
4.6.2. Déclarations d'urgence	28
4.7. AMENDEMENTS	29
4.7.1. Origine et sort des amendements	29
4.7.2. Projet de loi relatif au secteur de l'énergie	30
4.7.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs	30
4.8. VOTES BLOQUÉS	30
4.9. PROCÉDURES DE VOTE	31
4.9.1. Scrutins	31
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	53
4.9.2. Vérifications du quorum	31
4.10. INCIDENTS DE SÉANCE	31
4.10.1. Rappels au Règlement	31
4.10.2. Faits personnels	31
4.10.3. Peines disciplinaires	31
4.11. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	31
<i>ANNEXE IX. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	67
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	33
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	34
<i>ANNEXE X. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	70
5.2. DÉBATS	34

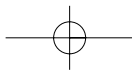




6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	35
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	36
6.2. MOTIONS DE CENSURE	36
<i>ANNEXE XI. – Liste des engagements de responsabilité du Gouvernement et des motions de censure</i>	71
7. QUESTIONS	37
7.1. QUESTIONS ORALES	38
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	38
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat	38
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	38
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites	38
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites « signalées »	38
<i>ANNEXES XII. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	72
– <i>Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i>	73

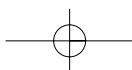
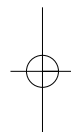
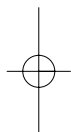






1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2005			Au 1 ^{er} octobre 2006		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Union pour un mouvement populaire.....	352	10	362	354	9	363
Socialiste	142	8	150	141	8	149
Union pour la démocratie française	27	3	30	27	3	30
Communiste et Républicain	22	–	22	22	–	22
Total des groupes	543	21	564	544	20	564
Députés non-inscrits.....	///	///	11	///	///	12
Total des sièges pourvus	///	///	575⁽¹⁾	///	1	576⁽²⁾
Sièges vacants.....	///	///	2	///	///	1⁽³⁾
Total des sièges			577			577

(1) Dont 74 femmes : 40 UMP, 26 Soc., 1 UDF, 4 CR, 3 NI.

(2) Dont 75 femmes : 42 UMP, 25 Soc., 1 UDF, 4 CR, 3 NI.

(3) La démission, le 27 juin 2006, de M. André Thien Ah Koon, député de la 3^e circonscription de la Réunion, n'a pas été suivie d'élection partielle en application de l'article LO 178 du code électoral (voir annexe I, p. 41).

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 3

(Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	3
– nomination à des fonctions ministérielles	–
– nomination au Conseil Constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.2.2. Élections partielles : 2

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	–
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176-1 du code électoral	2
– dont démission volontaire	2

1.2.3. Sièges vacants au 1^{er} octobre 2006 : 1⁽²⁾

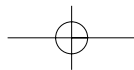
1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2005	–	–
Enregistrées en cours de période	1 ⁽³⁾	1
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	1	1
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 1 ^{er} octobre 2006	–	–

(1) Voir annexe I, p. 41.

(2) Il s'agit du siège de la 3^e circonscription de la Réunion.

(3) Il s'agit du siège de la 13^e circonscription des Hauts-de-Seine.



1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions en cours au 1 ^{er} octobre 2005	6
Missions confiées au cours de la période	15
Missions en cours au 1 ^{er} octobre 2006	7

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décision du bureau de l'Assemblée nationale	—
---	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

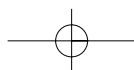
Décision de l'Assemblée nationale	—
---	---

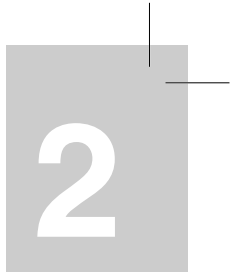
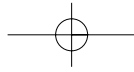
1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	1 ⁽²⁾
--	------------------

(1) Voir annexe II, p. 42.

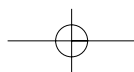
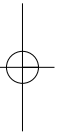
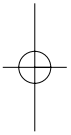
(2) Décision 2006-20/21 I du 20 juillet 2006 (J.O. du 25 juillet 2006).

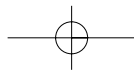




2

BILAN D'ACTIVITÉ





2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2005-2006 ⁽²⁾ (séances du 1 ^{er} octobre 2005 au 30 juin 2006)	110	258	965 h 45	640 h 15	168 h 05	31 h 05 ⁽³⁾	109 h 35	14 h 20	2 h 25 ⁽⁴⁾
Session extraordinaire de 2005-2006 ⁽⁵⁾ (séances du 7 au 28 septembre 2006)	15	37	124 h 25	122 h 10	—	2 h 15	—	—	—
Total	125	295	1 090 h 10	762 h 25	168 h 05	33 h 20	109 h 35	14 h 20	2 h 25

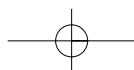
(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2006.

(2) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 26 décembre 2005 au 15 janvier 2006, du 13 au 19 février 2006, du 17 au 30 avril 2006 et du 22 au 28 mai 2006.

(3) Dont le débat tenu dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C. (voir note 3, p. 26).

(4) Dont 1 h 30 à l'occasion de la suspension de séance pour la réception de Sa Majesté le Roi d'Espagne.

(5) A la demande du Premier ministre, par décrets des 5 juillet et 28 août 2006 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. des 6 juillet et 29 août 2006).



2.2.2. Impressions parlementaires

Documents ⁽¹⁾	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	–	–	///	///	–	–
Messages du Président de la République	–	–	–	–	–	–
Déclarations du Gouvernement	8	140	///	///	8	140
Projets de loi	113	3 980	5	244	118	4 224
Propositions de loi	339	3 392	–	–	339	3 392
Propositions de résolution	55	552	–	–	55	552
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	288	9 261	–	–	288	9 261
Rapports législatifs ⁽²⁾	123	10 812	51	7 944	174	18 756
Rapports d'information ⁽³⁾	95	15 784	///	///	95	15 784
Autres rapports ⁽⁴⁾	18	3 572	///	///	18	3 572
Avis	12	776	56	3 670	68	4 446
Total	1 051	48 269	112	11 858	1 163	60 127

(1) Le nombre de documents imprimés tient compte de l'édition des documents rectifiés.

(2) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(3) Rapports d'information des commissions permanentes, de délégations et des missions d'information.

(4) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions

	Affaires culturelles	Affaires économiques	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Spéciales	Total
Réunions ⁽¹⁾ :								
Nombre	94	80	57	44	88	54	-	417
Durée	176 h 00	138 h 40	67 h 00	54 h 50	134 h 00	56 h 15	-	626 h 45
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>24 h 25</i>	<i>21 h 20</i>	<i>07 h 50</i>	<i>12 h 35</i>	<i>75 h 20</i>	<i>08 h 20</i>	-	<i>149 h 50</i>
Auditions :								
Membres du Gouvernement.....	37	21	14	10	16	14	-	112
Autres personnalités.....	44	25	36	45	27	2	-	179
<i>dont auditions publiques :</i>								
<i>Membres du Gouvernement.....</i>	<i>25</i>	<i>5</i>	<i>2</i>	<i>-</i>	<i>6</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>41</i>
<i>Autres personnalités.....</i>	<i>35</i>	<i>4</i>	<i>14</i>	<i>-</i>	<i>2</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>55</i>
Total	81	46	50	55	43	16	-	291
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
Projets de loi.....	24	12	30	3	8	19	-	96
Propositions de loi	119	45	-	4	25	162	-	355
Propositions de résolution.....	9	15	2	1	8	23	-	58
<i>dont sur PAC</i>	<i>1</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>10</i>
Total	152	72	32	8	41	204	-	509
Textes adoptés définitivement :								
Projets de loi.....	7	9	36	2	6	9	-	69
Propositions de loi	4	4	-	-	-	4	-	12
Propositions de résolution.....	1	5	1	-	-	17	-	24
<i>dont sur PAC</i>	<i>1</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>10</i>
Total	12	18	37	2	6	30	-	105
Rapports déposés								
En première lecture :								
sur des projets de loi	9	8	19	1	3	11	-	51
sur des propositions de loi	10	4	-	-	-	5	-	19
sur des propositions de résolution	1	8	4	1	6	4	-	24
<i>dont sur PAC</i>	<i>1</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>10</i>
Total	20	20	23	2	9	20	-	94
<i>dont rapports conjoints</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>4</i>
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
sur des projets de loi	2	3	-	2	2	1	-	10
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	3	-	3
Total	2	3	0	2	2	4	-	13
Rapports d'application (art. 86, al. 8)	14	1	-	-	-	2	-	17
Total des rapports	36	24	23	4	11	26	-	124
Annexes au rapport général	///	///	///	///	45	///	///	45
Avis								
sur le PLF de l'année	13	16	7	10	///	8	///	54
sur d'autres PLF	-	-	-	1	///	-	///	1
sur des projets de loi	-	2	-	-	8	1	///	11
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	///	-
sur des propositions de résolution	-	-	-	1	-	-	///	1
<i>dont sur PAC</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>///</i>	<i>-</i>
Total	13	18	7	12	8	9	///	67
Missions d'information								
Rapports d'information déposés.....	5	3	2	5	4	2	///	21
Rapports d'information budgétaires.....	///	///	///	///	7	///	///	7

(1) Non compris les travaux de la mission d'évaluation et de contrôle et de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale, voir annexe III, p. 43.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi	53	5	3	–	–	61
– propositions de loi	14	5	1	2	–	22
– propositions de résolution	23	–	1	1	–	25
<i>dont sur PAC</i>	9	–	–	1	–	10
Total	90	10	5	3	–	108
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi	11	–	–	–	–	11
– propositions de loi	–	–	–	–	–	–
– propositions de résolution	1	–	–	–	–	1
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–
Total	12	–	–	–	–	12

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Commission des finances :						
– rapporteur général	3	–	–	–	–	3
– rapporteurs spéciaux	33	8	3	1	–	45
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	43	9	4	1	–	57
– sur les autres lois de finances	1	–	–	–	–	1

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

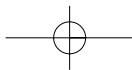
Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Rapports d'information des commissions permanentes ..	22	3	1	1	–	27
Rapports d'information budgétaires	8	2	–	–	–	10

2.3.2.4. Rapports d'application ⁽²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
	20	1	–	–	–	21

(1) Ce tableau recense les rapporteurs d'information des six commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information créées par la Conférence des Présidents, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe III, p. 43.

(2) Article 86, alinéa 8, du Règlement de l'Assemblée nationale.



2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application de l'article 88-4 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
47	67 h 25	11	6	35 ⁽¹⁾	271	10

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2005	463
Textes transmis durant la période	288
Textes retirés ou devenus définitifs	216
Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2006	535

2.4.2. Autres délégations

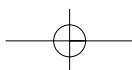
Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	10	13 h 15	3	8	1
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	23	28 h 25	1	27	2

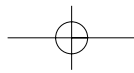
2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	20	94 h 00	2	215	4
Office parlementaire d'évaluation de la législation	1	0 h 45	–	–	1
Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé	7	8 h 10	–	–	3

(1) Dont 9 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV, p. 45, la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution. Voir aussi, ci-après, 3.4 Répartition par groupe des propositions de résolution.





2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

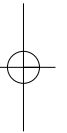
– Commissions constituées durant la période	2
– Rapports déposés	1

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

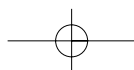
Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

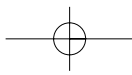
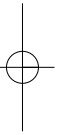
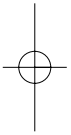
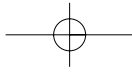
2.5.3. Commissions *ad hoc*

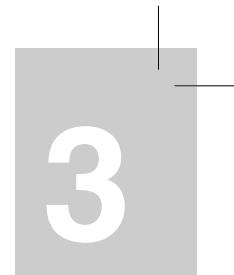
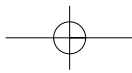
Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.



(1) Voir annexe V, p. 46, la liste et travaux des commissions d'enquête.

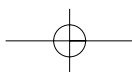
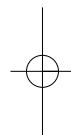
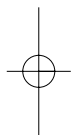






3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES



3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2005	64	24	88
En instance à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} octobre 2005..	76	7	83
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2005	18	26	44
Total.....	158	57	215
Textes retirés.....	–	–	–
Total des textes pris en compte	158	57	215

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	6	–	–	5	11
	Au Sénat	34	–	–	–	7	41
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	11	–	–	–	3	14
	Au Sénat	///	2	1	–	–	3
Total		45	8	1	–	15	69
Rejets		–	–	–	–	–	–

En instance au 1 ^{er} octobre 2006		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale		114	1	–	–	–	115
Au Sénat.....		31 ⁽²⁾	–	–	–	–	31
Total.....		145	1	–	–	–	146

(1) Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	au Sénat (1)	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2005.....	338	14	352 (2)
En instance à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} octobre 2005.....	1 007	53	1 060
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2005.....	7	3	10
Total	1 352	70	1 422
Textes retirés.....	1	–	1
Total des textes pris en compte	1 351	70	1 421

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	–	–	–	1	1
	Au Sénat	2	1	–	–	1	4
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	5	–	–	–	1	6
	Au Sénat	///	1	–	–	–	1
Total.....		7	2	–	–	3	12
Rejets		5	–	–	–	–	5 (3)

En instance au 1 ^{er} octobre 2006		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		1 396	1	–	–	–	1 397
Au Sénat		7 (4)	–	–	–	–	7
Total.....		1 403	1	–	–	–	1 404

(1) Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 20 propositions de loi constitutionnelle et propositions de loi organique.

(3) Proposition de loi n° 2667 visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés, (1^{re} séance du 29 novembre 2005) ; proposition de loi visant à permettre la diversité sociale dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée (1^{re} séance du 1^{er} décembre 2005) ; proposition de loi n° 2309 relative à la création d'un ordre national d'infirmier (1^{re} séance du 26 janvier 2006) ; proposition de loi n° 2914 relative à la négociation de plans de gestion prévisionnelle des départs à la retraite contre embauche et tendant à favoriser l'emploi des jeunes (1^{re} séance du 16 mars 2006) ; proposition de loi n° 2894 tendant à accorder la primauté à la commune de résidence des parents pour l'enregistrement de l'acte de naissance (1^{re} séance du 16 mars 2006).

(4) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	215	69 ⁽²⁾	69
Propositions de loi	1 421	12	12
Total	1 636	81	81

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	2	7	5	6	13	14	3	2	282 jours
	Dépôts Sénat	–	–	1	3	3	4	5	1	510 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	2	–	–	1	1	1	–	–	187 jours
	Dépôts Sénat	–	1	2	1	1	1	–	1	365 jours

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Enregistrées.....	266	30	16	20	6	338
Irrecevables au dépôt	–	–	–	–	–	–
Déposées	266	30	16	20	6	338
Retirées.....	1	–	–	–	–	1
Irrecevables en séance :						
– art. 40 C.	–	–	–	–	–	–
– art. 41 C.	–	–	–	–	–	–
Rejetées	–	2	1	2	–	5 ⁽³⁾
Adoptées définitivement	5	–	–	–	–	5

(1) Voir annexe VI, p. 47, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 37 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Cf. note 3, p. 21.

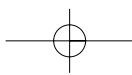
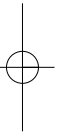
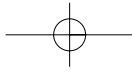
3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

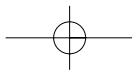
Propositions	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	12	–	1	–	–	13
• adoptées	12 ⁽¹⁾	–	–	–	–	12
Constitution de commission d'enquête ⁽²⁾ :						
• déposées	8	9	2	10	3	32
• rejetées	–	–	1	–	–	1
• adoptées	1	1	–	–	–	2
Sur des propositions d'actes communautaires ⁽³⁾ :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la délégation UE	12	–	–	–	–	12
– par un député	–	–	–	1	–	1
• rejetées :	–	–	–	1	–	1
• considérées comme adoptées	9	–	–	–	–	9
• adoptées	1	–	–	–	–	1
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Mise en accusation devant la Haute Cour de Justice :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées	–	–	–	–	–	–

(1) Onze de ces propositions ont fait l'objet d'un rapport commun.

(2) Voir annexe V, page 46, la liste des commissions d'enquête créées.

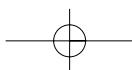
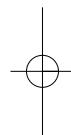
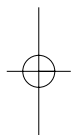
(3) Voir annexe IV, page 45, la liste des propositions de résolutions sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.

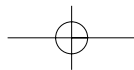




4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE





4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C.

Nombre de séances	16
– soit en heures	44 h 50
Nombre de textes examinés	16 ⁽¹⁾
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	14
– propositions de résolution	2 ⁽²⁾
Nombre de débats	1 ⁽³⁾

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Nombre de séances	2
– soit en heures	2 h 45
Nombre de textes examinés	2
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	–
– propositions de résolution	2

4.2. Procédures d'examen simplifiées

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R.

Textes ayant fait l'objet d'une demande	2 ⁽⁴⁾
– oppositions	–
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	2

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R. (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	24
– oppositions	2 ⁽⁵⁾
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	22

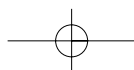
(1) Les 2 premières lectures de la proposition du Sénat renforçant la prévention et la répression des violences au sein des couples se sont déroulées dans le cadre de l'article 48-3 de la Constitution les 13 et 15 décembre 2005 et le 21 février 2006.

(2) Il s'agit d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à développer l'usage des biocarburants et d'une proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (n° E 2520).

(3) Débat, à l'initiative du groupe UMP, sur la politique de développement des infrastructures de transports et les conditions d'exploitation des autoroutes le 11 octobre 2005.

(4) Dont le projet autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse (voir note ci-dessous).

(5) Le projet autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse a été examiné dans le cadre de l'article 106 du Règlement et la proposition Sénat relative aux obtentions végétales selon la procédure ordinaire.



4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	26	–
Question préalable	28	–
Renvoi en commission	19	–
Demande d'ajournement	–	–

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	5
– d'une commission	–
– d'un député	1

4.5. Formation de l'Assemblée nationale en comité secret

– demande	1 ⁽²⁾
– rejet	1

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Demande présentée lors de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie, en application de l'article 51 du Règlement (2e séance du 7 septembre 2006).

4.6. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.6.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (<i>urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale</i>).....	12	–	12
• Deuxième lecture	3	3	6
• Lectures suivantes.....	–	–	–
Total.....	15	3	18
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs	15	3	18
• Rapports négatifs	–	–	–
Total.....	15	3	18
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP	15	3	18
– dont à l'Assemblée Nationale	8	2	10
• avec amendements.....	4	–	4
• sans amendement	4	2	6
– dont au Sénat	7	1	8
• avec amendements.....	3	–	3
• sans amendement	4	1	5
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	–	–	–
• Adoption en lecture définitive	–	–	–
– dernier texte Assemblée nationale	–	–	–
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement	–	–	–
– Texte CMP	–	–	–
• Textes restant en instance.....	–	–	–
Total.....	15	3	18

4.6.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence	12
dont :	
– sur des projets de loi	12
– sur des propositions de loi	–

(1) Voir annexe VII, p. 51.

4.7. Amendements

4.7.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions.	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	388	2 040	3 553	2 181	711	777	546	10 196
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	28	353	197	92	93	36	799
– Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Irrecevables en séance :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C. ⁽⁴⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 44 C. ⁽⁵⁾	///	2	–	–	–	–	–	2
– Art. 98, alinéa 5 R. ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 127 R. ⁽⁷⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Recevables	388	2 010	3 200	1 984	619	684	510	9 395
Retirés avant discussion	17	91	305	74	38	22	10	557
Adoptés	345	1 654	1 087	115	75	26	15	3 317

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

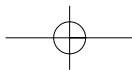
(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine des lois de financement de la sécurité sociale.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(5) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission. Ces deux amendements ont été déposés sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

(6) Irrecevabilité des amendements "hors du cadre" du projet ou de la proposition de loi.

(7) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.



4.7.2. Projet de loi relatif au secteur de l'énergie

Les amendements relatifs à ce projet de loi ont fait l'objet d'un examen en séance publique au cours de la période couverte par ce recueil, mais le vote de ce texte a eu lieu en dehors de cette période (3 octobre 2006).

Amendements transmis à la Présidence	Gouv.	Cions.	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	2	63	123	43 758	38	93 676	5	137 665
Irrecevables au dépôt : – Art. 40 C. ⁽¹⁾	///	–	–	–	–	17 776	–	17 776
Recevables	2	63	123	43 758	38	75 900	5	119 889
Retirés avant discussion	–	–	12	2 133	3	7 920	–	10 068
Adoptés	2	48	25	128	1	220	–	424

4.7.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽²⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽³⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	47 ⁽⁴⁾	7	3	6	6	2	4	6

4.8. Votes bloqués

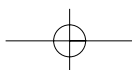
Nombre de demandes 2

(1) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques.

(2) Voir aussi annexe VI, p. 47, liste chronologique des lois promulguées.

(3) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(4) Dont 36 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).



4.9. Procédures de vote

4.9.1. Scrutins ⁽¹⁾

Scrutins publics ordinaires.....	193
<i>dont :</i>	
– <i>sur des motions de procédure</i>	12
– <i>sur le passage à la discussion des articles</i>	2
– <i>sur une demande de constitution de commission spéciale</i>	–
– <i>sur une demande de formation de l'Assemblée nationale en comité secret</i>	1
– <i>sur les conclusions de rejet par une commission d'une proposition de résolution</i>	2
– <i>sur des textes</i>	176
Scrutins publics à la tribune.....	–
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	2
<i>dont :</i>	
– <i>à l'Assemblée nationale</i>	2
– <i>au Congrès du Parlement</i>	–

4.9.2. Vérifications du quorum	9
---	---

4.10. Incidents de séance

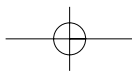
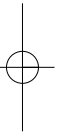
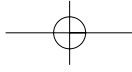
4.10.1. Rappels au Règlement	516
4.10.2. Faits personnels	2
4.10.3. Peines disciplinaires	–

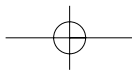
4.11. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽²⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	4
Application de l'article 41 de la Constitution.....	–
Application de l'article 54 de la Constitution.....	2
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	4
<i>dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	2
– <i>Règlements des Assemblées</i>	2
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	11
Autres décisions	–

(1) Dont 13 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VIII, p. 53, la liste chronologique des scrutins.

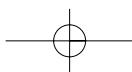
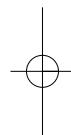
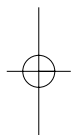
(2) Voir annexe IX, p. 67.

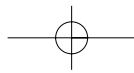




5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS





5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾ 9

(Article 132 du Règlement)

dont :

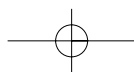
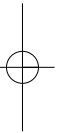
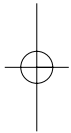
- avec débat 9
- sans débat -

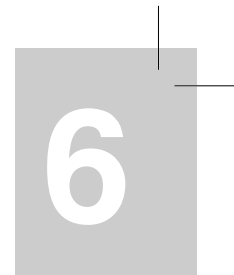
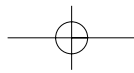
5.2. Débats ⁽²⁾

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement -

(1) Voir annexe X, p. 70.

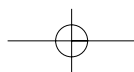
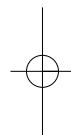
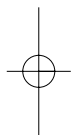
(2) Non compris le débat tenu dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C., Cf. note 3, p. 26.

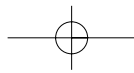




6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE





6. Engagements de responsabilité et censure ⁽¹⁾

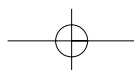
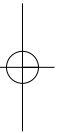
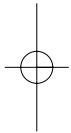
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

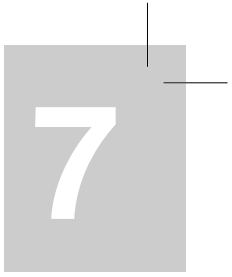
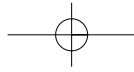
Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	–
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	–
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	–
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	1

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	2
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	–

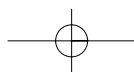
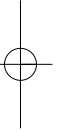
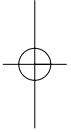
⁽¹⁾ Voir annexe XI, p. 71.

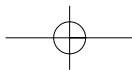




7

QUESTIONS





7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (58 séances)

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	397	171	57	58	5	688

7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (17 séances)

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	237	98	34	34	5	408

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2005 au 1^{er} octobre 2006

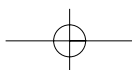
Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions publiées	21 955	5 450	2 011	1 233	218	30 867
Nombre de questions après retrait.....	21 807	5 440	2 006	1 232	218	30 703
Nombre de réponses.....	17 246	4 980	1 761	1 102	204	25 293

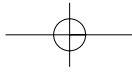
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites « signalées » (36 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours).

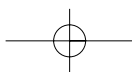
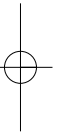
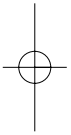
Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions	357	144	72	72	0	645

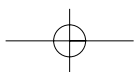
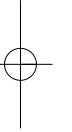
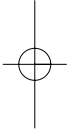
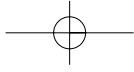
N.B. - La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XII.

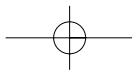




ANNEXES







Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Remplaçant devenu député

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : – 6 juin 2006 (J.O. 7 juin 2006)	Gérard LÉONARD (UMP)	Meurthe-et-Moselle (2 ^e)	Patricia BURCKHART- VANDELDELDE (UMP)	6 juin 2006 (J.O. 7 juin 2006)
– 24 juin 2006 (J.O. 27 juin 2006)	Édouard LANDRAIN (UMP)	Loire-Atlantique (5 ^e)	Robert DIAT (UMP)	26 juin 2006 (J.O. 27 juin 2006)
– 1 ^{er} septembre 2006 (J.O. 2 septembre 2006)	Nathalie GAUTIER (Soc.)	Rhône (6 ^e)	Lilian ZANCHI (Soc.)	1 ^{er} septembre 2006 (J.O. 2 septembre 2006)

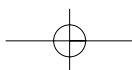
Élection partielle

Cause de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom de l'élu	Date de proclamation
Démission volontaire : – 1 ^{er} juillet 2005 (J.O. 2 juillet 2005)	Georges SIFFREDI (UMP)	Hauts-de-Seine (13 ^e)	Patrick DEVEDJIAN (UMP)	3 octobre 2005 (J.O. 4 octobre 2005)
– 9 août 2005 (J.O. 10 août 2005)	Olivier DOSNE (UMP)	Val-de-Marne (7 ^e)	Marie-Anne MONTCHAMP (UMP)	3 octobre 2005 (J.O. 4 octobre 2005)

Siège vacant

Cause de la vacance	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance
Démission volontaire : – 27 juin 2006 (J.O. 28 juin 2006)	André THIEN AH KOON (UMP)	La Réunion (3 ^e)	28 juin 2006 ⁽¹⁾

(1) Aux termes du second alinéa de l'article L.O. 178 du code électoral, il n'est procédé à aucune élection partielle dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale.



Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Alain MADELIN (UMP) Ille-et-Vilaine	- Premier ministre - Économie, finances et industrie	03 octobre 2005 - 31 janvier 2006
Bernard CARAYON (UMP) Tarn	- Économie, finances et industrie	03 octobre 2005 - 02 avril 2006
Hélène TANGUY (UMP) Finistère	- Agriculture et pêche	15 décembre 2005 - 14 juin 2006
Yves FROMION (UMP) Cher	- Défense	23 décembre 2005 - 22 juin 2006
Pierre-Louis FAGNIEZ (UMP) Val-de-Marne	- Santé et solidarités - Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	24 janvier 2006 - 23 juillet 2006
Yannick FAVENNEC (UMP) Mayenne	- Agriculture et alimentation	13 février 2006 - 12 août 2006
Jean-Paul GARRAUD (UMP) Gironde	- Justice - Santé, solidarités	23 février 2006 - 22 août 2006
Pierre MOREL-A-L'HUISSIER (UMP) Lozère	- Emploi, cohésion sociale et logement - Économie, finances et industrie	16 mars 2006 - 15 septembre 2006
Marcel BONNOT (UMP) Doubs	- Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et professions libérales - Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche - Enseignement supérieur et recherche	11 avril 2006
Didier MIGAUD (Soc.) Isère	- Budget et à la réforme de l'État	12 avril 2006
Guy GEOFFROY (UMP) Seine-et-Marne	- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche - Santé et solidarités - Sécurité sociale, personnes âgées, personnes handicapées et famille	27 avril 2006
Yves SIMON (App. UMP) Allier	- Agriculture et pêche	15 juin 2006
Richard MALLIÉ (UMP) Bouches-du-Rhône	- PME - Budget	16 juin 2006
Vincent ROLLAND (UMP) Savoie	- Tourisme	28 juin 2006
Valérie PECRESSE (UMP) Yvelines	- Sécurité sociale, personnes âgées, personnes handicapées et famille	10 août 2006

Annexe III

Mission d'évaluation et de contrôle

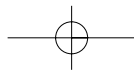
Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date du dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Gouvernance des universités dans le contexte de la LOLF	7	22 h 30	1	38	3160 14 juin 2006
Programmes d'armement : l'exemple du véhicule blindé de combat d'infanterie	7	15 h 35	-	9	3254 5 juillet 2006
Services de l'État à l'étranger	6	17 h 15	-	17	3255 5 juillet 2006

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (M.E.C.S.S.)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date du dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Organisation et coût de gestion des branches de la sécurité sociale	2	5 h 45	-	10	2680 16 novembre 2005
Financement des établissements d'hébergement des personnes âgées	11	34 h 15	1	59	3091 17 mai 2006
La tarification à l'activité dans les établissements de santé	12	32 h 25	1	52	3265 12 juillet 2006

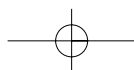
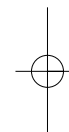
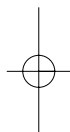
Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Aucune mission d'information commune à plusieurs commissions permanentes n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.



Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 3 du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date du dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Risques et conséquences de l'exposition à l'amiante	12 avril 2005	11 mai 2005	23	58 h 00	4	180	2884 22 février 2006
Famille et droits des enfants	7 décembre 2004	1 ^{er} février 2005	13	43 h 00	4	130	2832 25 janvier 2006
Grippe aviaire : mesures préventives	4 octobre 2005	19 octobre 2005	34	80 h 30	6	103	2833 tome 1 : 26.01.06 tome 2 : 26.04.06 tome 3 : 28.06.06
Effet de serre	4 octobre 2005	26 octobre 2005	26	81 h 30	4	182	3021 21 avril 2006
Interdiction du tabac dans les lieux publics	2 mai 2006	9 mai 2006	13	30 h 00	1	119	-



Annexe IV

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Mise à jour et simplification de l'acquis communautaire (E 2853)	N ^{os} 2338 (et 2566, AE)	22 octobre 2005
Réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (E 2916)	N ^{os} 2603 (et 2631, AEE)	19 novembre 2005
Système REACH (E 2433)	N ^{os} 2550 (et 2676, AEE)	27 novembre 2005
Accord CE-États-Unis sur le commerce du vin (E 3002)	N ^{os} 2686 (et 2732, AEE)	17 décembre 2005
7 ^e programme-cadre de recherche et développement (E 2869/E 2881/E 2995 à E 3000/ E 3057/E 3063/E 3083)	N ^{os} 2885 (et 2918, AC)	16 mars 2006
Compétences pénales de la Communauté européenne (E 3022)	N ^{os} 2828 (et 2968, LO)	29 mars 2006
3 ^e paquet ferroviaire (E 2535/E 2536/E 2537/ E 2696)	N ^{os} 1887 (et 2097, AEE)	2 mai 2006
Harmonisation du crédit aux consommateurs (E 2103)	N ^{os} 3007 (et 3076, AEE)	25 mai 2006
Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007 (E 3173/E 3175)	N ^{os} 3241 (et 3243, FI)	16 juillet 2006

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Date d'adoption
Taux réduits de TVA (E 2365)	N ^{os} 2730 (et 2747, FI)	14 décembre 2005

Propositions de résolution rejetées en séance publique

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Date de rejet
Services dans le marché intérieur (E 2520)	N ^o 2923 (et 2939, AEE)	14 mars 2006

Annexe V

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
Causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau	7 décembre 2005	14 décembre 2005	3125 6 juillet 2006
Influence des mouvements sectaires sur la santé des mineurs ⁽¹⁾	28 juin 2006	29 juin 2006	-

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Auditions	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
Causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau	45	251 h 00	2	221
Influence des mouvements sectaires sur la santé des mineurs	9	30 h 00	1	23

(1) Au 1^{er} octobre 2006, les travaux de cette commission d'enquête ne sont pas achevés.

Annexe VI

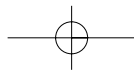
Liste chronologique des lois promulguées ^{(1) (2) (3)}

1. 13 octobre 2005 – Loi n° 2005-1271 autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco (*J.O.* du 14 octobre 2005) (Pj. AN).
2. 13 octobre 2005 – Loi n° 2005-1272 autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage (*J.O.* du 14 octobre 2005) (Pj. AN).
3. 13 octobre 2005 – Loi n° 2005-1273 autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003, ainsi que de l'avenant n° 1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 (*J.O.* du 14 octobre 2005) (Pj. AN).
4. 13 octobre 2005 – Loi n° 2005-1274 autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec (*J.O.* du 14 octobre 2005) (Pj. AN).
5. 13 octobre 2005 – Loi n° 2005-1275 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 (*J.O.* du 14 octobre 2005) (Pj. AN).
6. 13 octobre 2005 – Loi n° 2005-1276 autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes (*J.O.* du 14 octobre 2005) (Pj. AN).
7. 13 octobre 2005 – Loi n° 2005-1277 autorisant l'approbation de la Mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique (*J.O.* du 14 octobre 2005) (Pj. AN).
8. 21 octobre 2005 – Loi n° 2005-1303 portant règlement définitif du budget de 2004 (*J.O.* du 22 octobre 2005) (Pj. AN) (1 adt).
9. 26 octobre 2005 – Loi n° 2005-1319 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (*J.O.* du 27 octobre 2005) (Pj. AN) (24 adts).
10. 28 octobre 2005 – Loi n° 2005-1330 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (*J.O.* du 29 octobre 2005) (Pj. S).
11. 28 octobre 2005 – Loi n° 2005-1331 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 29 octobre 2005) (Pj. S).
12. 16 novembre 2005 – Loi n° 2005-1409 autorisant l'approbation de l'accord entre les gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation (*J.O.* du 17 novembre 2005) (Pj. AN).
13. 18 novembre 2005 – Loi n° 2005-1425 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 (*J.O.* du 19 novembre 2005) (Pj. AN) (105 adts).
14. 12 décembre 2005 – Loi n° 2005-1549 relative au traitement de la récidive des infractions pénales (*J.O.* du 13 décembre 2005) (Pn AN) (59 adts).
15. 12 décembre 2005 – Loi n° 2005-1550 modifiant diverses dispositions relatives à la défense (*J.O.* du 13 décembre 2005) (Pj. AN).
16. 15 décembre 2005 – Loi organique n° 2005-1562 modifiant les dates de renouvellement du Sénat (*J.O.* du 16 décembre 2005) (Pj. S.).
17. 15 décembre 2005 – Loi n° 2005-1563 prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 (*J.O.* du 16 décembre 2005) (Pj. S.).

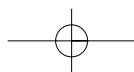
(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

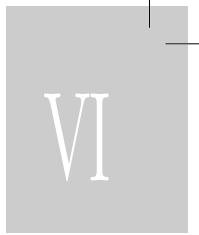
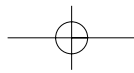
(2) Voir les tomes 106, 107 et 108 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

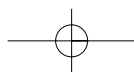


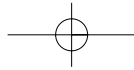
18. 15 décembre 2005 – Loi n° 2005-1564 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance (*J.O.* du 16 décembre 2005) (Pj. AN).
19. 19 décembre 2005 – Loi n° 2005-1579 de financement de la sécurité sociale pour 2006 (*J.O.* du 20 décembre 2005) (Pj. AN).
20. 30 décembre 2005 – Loi n° 2005-1719 de finances pour 2006 (*J.O.* du 31 décembre 2005) (Pj. AN) (321 adts).
21. 30 décembre 2005 – Loi n° 2005-1720 de finances rectificative pour 2005 (*J.O.* du 31 décembre 2005) (Pj. AN) (135 adts).
22. 5 janvier 2006 – Loi n° 2006-10 relative à la sécurité et au développement des transports (*J.O.* du 6 janvier 2006) (Pj. S.) (99 adts).
23. 5 janvier 2006 – Loi n° 2006-11 d'orientation agricole (*J.O.* du 6 janvier 2006) (Pj. AN) (227 adts).
24. 23 janvier 2006 – Loi n° 2006-64 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (*J.O.* du 24 janvier 2006) (Pj. AN) (63 adts).
25. 25 janvier 2006 – Loi n° 2006-67 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée (*J.O.* du 26 janvier 2006) (Pj. AN).
26. 25 janvier 2006 – Loi n° 2006-68 autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes (*J.O.* du 26 janvier 2006) (Pj. AN).
27. 25 janvier 2006 – Loi n° 2006-69 autorisant l'approbation de la décision des représentants des gouvernements des états membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA (*J.O.* du 26 janvier 2006) (Pj. AN).
28. 25 janvier 2006 – Loi n° 2006-70 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières (*J.O.* du 26 janvier 2006) (Pj. AN).
29. 25 janvier 2006 – Loi n° 2006-71 autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse (*J.O.* du 26 janvier 2006) (Pj. AN).
30. 1^{er} mars 2006 – Loi n° 2006-236 relative aux obtentions végétales (*J.O.* du 2 mars 2006) (Pn S.).
31. 1^{er} mars 2006 – Loi n° 2006-241 relative à la réalisation de la section entre Balbigny et La Tour-de-Salvagny de l'autoroute A 89 (*J.O.* du 3 mars 2006) (Pn S.).
32. 2 mars 2006 – Loi n° 2006-242 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (*J.O.* du 3 mars 2006) (Pj. S.).
33. 2 mars 2006 – Loi n° 2006-243 autorisant l'approbation du protocole portant modification de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 (ensemble une annexe) (*J.O.* du 3 mars 2006) (Pj. S.).
34. 2 mars 2006 – Loi n° 2006-244 autorisant la ratification de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (*J.O.* du 3 mars 2006) (Pj. S.).
35. 2 mars 2006 – Loi n° 2006-245 autorisant la ratification de la révision de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (*J.O.* du 3 mars 2006) (Pj. S.).
36. 23 mars 2006 – Loi n° 2006-339 relative au retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (*J.O.* du 24 mars 2006) (Pj. AN) (46 adts).
37. 23 mars 2006 – Loi n° 2006-340 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (*J.O.* du 24 mars 2006) (Pj. AN) (97 adts).
38. 31 mars 2006 – Loi n° 2006-387 relative aux offres publiques d'acquisition (*J.O.* du 1^{er} avril 2006) (Pj. S.) (53 adts).
39. 31 mars 2006 – Loi n° 2006-396 pour l'égalité des chances (*J.O.* du 2 avril 2006) (Pj. AN) (79 adts).
40. 4 avril 2006 – Loi n° 2006-399 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (*J.O.* du 5 avril 2006) (Pn S.) (32 adts).
41. 5 avril 2006 – Loi organique n° 2006-404 relative à l'élection du Président de la République (*J.O.* du 6 avril 2006) (Pj. AN) (8 adts).
42. 5 avril 2006 – Loi n° 2006-405 relative à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs (*J.O.* du 6 avril 2006) (Pj. AN).



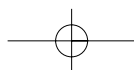


43. 5 avril 2006 – Loi n° 2006-406 relative à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux (*J.O.* du 6 avril 2006) (Pj. AN) (3 adts).
44. 14 avril 2006 – Loi n° 2006-436 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux (*J.O.* du 15 avril 2006) (Pj. AN) (109 adts).
45. 14 avril 2006 – Loi n° 2006-437 portant diverses dispositions relatives au tourisme (*J.O.* du 15 avril 2006) (Pj. AN) (26 adts).
46. 14 avril 2006 – Loi n° 2006-438 relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile-de-France (*J.O.* du 15 avril 2006) (Pn S.).
47. 18 avril 2006 – Loi n° 2006-449 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (*J.O.* du 19 avril 2006) (Pj. AN) (18 adts).
48. 18 avril 2006 – Loi de programme n° 2006-450 pour la recherche (*J.O.* du 19 avril 2006) (Pj. S.) (117 adts).
49. 21 avril 2006 – Loi n° 2006-457 sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (*J.O.* du 22 avril 2006) (Pn AN) (1 adt).
50. 23 mai 2006 – Loi n° 2006-586 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif (*J.O.* du 25 mai 2006) (Pj. S.) (33 adts).
51. 29 mai 2006 – Loi n° 2006-611 autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique (*J.O.* du 30 mai 2006) (Pj. AN).
52. 29 mai 2006 – Loi n° 2006-612 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) (*J.O.* du 30 mai 2006) (Pj. AN).
53. 29 mai 2006 – Loi n° 2006-613 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels (*J.O.* du 30 mai 2006) (Pj. AN).
54. 29 mai 2006 – Loi n° 2006-614 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'agence au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) (*J.O.* du 30 mai 2006) (Pj. AN).
55. 29 mai 2006 – Loi n° 2006-615 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) (*J.O.* du 30 mai 2006) (Pj. AN).
56. 29 mai 2006 – Loi n° 2006-616 autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention (*J.O.* du 30 mai 2006) (Pj. AN).
57. 1^{er} juin 2006 – Loi n° 2006-636 relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale (*J.O.* du 2 juin 2006) (Pn S.) (1 adt).
58. 13 juin 2006 – Loi n° 2006-685 relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (*J.O.* du 14 juin 2006) (Pn AN) (15 adts).
59. 13 juin 2006 – Loi n° 2006-686 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (*J.O.* du 14 juin 2006) (Pj. S.) (164 adts).
60. 22 juin 2006 – Loi n° 2006-723 modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle (*J.O.* du 23 juin 2006) (Pn S.).
61. 23 juin 2006 – Loi n° 2006-728 portant réforme des successions et des libéralités (*J.O.* du 24 juin 2006) (Pj. AN) (259 adts).
62. 27 juin 2006 – Loi n° 2006-737 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés (*J.O.* du 28 juin 2006) (Pn S.).
63. 28 juin 2006 – Loi n° 2006-739 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs (*J.O.* du 29 juin 2006) (Pj. AN) (107 adts).
64. 1^{er} juillet 2006 – Loi n° 2006-769 portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes (*J.O.* du 2 juillet 2006) (Pj. AN) (32 adts).
65. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-784 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pn AN) (19 adts).
66. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-785 autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions télévisuelles (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).





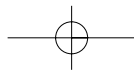
67. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-786 autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).
68. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-787 autorisant l'approbation de la convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).
69. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-788 autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).
70. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-789 autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).
71. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-790 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).
72. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-791 autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).
73. 5 juillet 2006 – Loi n° 2006-792 autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (*J.O.* du 6 juillet 2006) (Pj. AN).
74. 10 juillet 2006 – Loi n° 2006-823 autorisant l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée à Strasbourg le 15 octobre 1985 (*J.O.* du 11 juillet 2006) (Pj. S.).
75. 10 juillet 2006 – Loi n° 2006-824 autorisant l'approbation de la convention relative au renforcement de la Commission interaméricaine du Thon Tropical établie par la Convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica (ensemble quatre annexes) (*J.O.* du 11 juillet 2006) (Pj. S.).
76. 10 juillet 2006 – Loi n° 2006-825 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe) (*J.O.* du 11 juillet 2006) (Pj. S.).
77. 11 juillet 2006 – Loi n° 2006-828 relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007 (*J.O.* du 12 juillet 2006) (Pn AN) (2 adts).
78. 13 juillet 2006 – Loi n° 2006-872 portant engagement national pour le logement (*J.O.* du 16 juillet 2006) (Pj. S.) (335 adts).
79. 19 juillet 2006 – Loi n° 2006-888 portant règlement définitif du budget de 2005 (*J.O.* du 20 juillet 2006) (Pj. AN) (2 adts).
80. 24 juillet 2006 – Loi n° 2006-911 relative à l'immigration et à l'intégration (*J.O.* du 25 juillet 2006) (Pj. AN) (194 adts).
81. 1^{er} août 2006 – Loi n° 2006-961 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (*J.O.* du 3 août 2006) (Pj. AN) (110 adts).



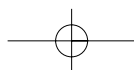
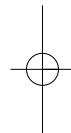
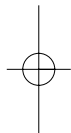
Annexe VII

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Traitement de la récidive des infractions pénales Pn AN n° 1961 Après 2 ^e lecture	4 novembre 2005	22 novembre 2005 Sénat	24 novembre 2005 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Loi d'orientation agricole Pj. AN n° 2341 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	23 novembre 2005	22 décembre 2005 Assemblée nationale	22 décembre 2005 Adoption conforme au Sénat
PLF sécurité sociale 2006 Pj. AN n° 2575 Après 1 ^{re} lecture	21 novembre 2005	23 novembre 2005 Assemblée nationale (4 adts)	23 novembre 2005 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances pour 2006 Pj. AN n° 2540 Après 1 ^{re} lecture	14 décembre 2005	20 décembre 2005 Assemblée nationale (23 adts)	20 décembre 2005 Adoption conforme au Sénat
Sécurité dans les transports Pj. S. n° 2604 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	15 décembre 2005	22 décembre 2005 Sénat	22 décembre 2005 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Lutte contre le terrorisme Pj. AN n° 2615 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	16 décembre 2005	22 décembre 2005 Assemblée nationale	22 décembre 2005 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances rectificative pour 2005 Pj. AN n° 2700 Après 1 ^{re} lecture	21 décembre 2005	22 décembre 2005 Assemblée nationale (10 adts)	22 décembre 2005 Adoption conforme au Sénat
Égalité salariale entre les femmes et les hommes Pj. AN n° 2214 <i>Urgence</i> Après 2 ^e lecture	19 janvier 2006	9 février 2006 Sénat (1 adt)	23 février 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Retour à l'emploi et droits et devoirs des bénéficiaires de minima sociaux Pj. S. n° 2668 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	30 janvier 2006	9 février 2006 Sénat	23 février 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Parcs nationaux et parcs naturels marins Pj. AN n° 2347 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	9 février 2006	14 mars 2006 Sénat	30 mars 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Ratification de l'ordonnance n° 2004-1391 relative au code du tourisme Pj. AN n° 2162 Après 2 ^e lecture	23 février 2006	16 mars 2006 Sénat (1 adt)	5 avril 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Violences au sein du couple Pn S. n° 2219 Après 2 ^e lecture	2 mars 2006	9 mars 2006 Sénat	23 mars 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Égalité des chances Pj. AN n° 2787 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	6 mars 2006	8 mars 2006 Assemblée nationale	9 mars 2006 Adoption conforme au Sénat



Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Loi de programme pour la recherche Pj. S. n° 2784 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	8 mars 2006	16 mars 2006 Sénat	4 avril 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Droit de préemption et protection des locataires en cas de vente d'immeuble Pn AN n° 2063 Après 2 ^e lecture	5 avril 2006	1 ^{er} juin 2006 Assemblée nationale	1 ^{er} juin 2006 Adoption conforme au Sénat
Engagement national pour le logement Pj. S. n° 2709 rect. Après 2 ^e lecture	15 juin 2006	30 juin 2006 Sénat (5 adts)	30 juin 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information Pj. AN n° 1206 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	20 juin 2006	30 juin 2006 Sénat (2 adts)	30 juin 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Immigration et intégration Pj. AN n° 2986 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	20 juin 2006	30 juin 2006 Assemblée nationale	30 juin 2006 Adoption conforme au Sénat



Annexe VIII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
934	21.02	La motion de censure, déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Ayrault, Hollande et 143 membres de l'Assemblée.	178	///	///
978	16.05	Sur la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Ayrault, Hollande, Schwartzberg et 140 membres de l'Assemblée.	190	///	///

2. Scrutins publics ordinaires

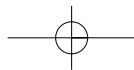
Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
812	06.10	Les amendements n° 490 de M. Gaubert et n° 661 de M. Chassaigne tendant à supprimer l'article 1 ^{er} (article L 311-3 [nouveau] du code rural) du projet de loi d'orientation agricole (institution de la possibilité de nantir le fonds agricole).	20	46	1
813	06.10	L'amendement n° 755 de M. Gaubert à l'article 1 ^{er} (article L 311-3 du code rural) du projet de loi d'orientation agricole (exclusion des droits à paiement unique [DPU] du dispositif proposé pour le fonds agricole).	16	36	1
814	07.10	L'amendement n° 765 de M. Gaubert à l'article 2 (article L 411-35 du code rural) du projet de loi d'orientation agricole (limitation de la cessibilité du bail hors cadre familial, dans le cadre de l'installation d'un jeune agriculteur).	11	33	0
815	10.10	L'amendement n° 1035 de M. Auclair après l'article 5 (article L 142-2 du code rural) du projet de loi d'orientation agricole (limitation des aides financières octroyées aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural - SAFER - par les collectivités locales).	10	35	2
816	11.10	Le sous-amendement n° 1132 rectifié de M. Dionis du Séjour à l'amendement n° 265 (3 ^e rectification) de la commission des finances à l'article 12 du projet de loi d'orientation agricole (favoriser l'utilisation de l'huile végétale pure comme carburant).	30	50	2
817 (*)	18.10	L'ensemble du projet de loi d'orientation agricole.	376	150	2
818	18.10	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Bocquet au projet de loi de finances pour 2006.	20	82	0
819	21.10	L'amendement n° 269 de Mme Gruny après l'article 13 du projet de loi de finances pour 2006 (visant à favoriser la distribution des biocarburants).	14	20	4

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
820	21.10	L'amendement n° 155 de M. Myard après l'article 17 du projet de loi de finances pour 2006 (abrogation de l'impôt de solidarité sur la fortune).	4	45	0
821	21.10	Les amendements n° 80 de M. Lellouche et n° 150 de M. Baguet après l'article 17 du projet de loi de finances pour 2006 (exclusion de la résidence principale de l'assiette de l'impôt sur la fortune).	8	43	0
822	21.10	L'amendement n° 148 de M. Baguet après l'article 17 du projet de loi de finances pour 2006 (majoration de 5 % pour personne à charge, de l'abattement applicable à la valeur de la résidence principale en matière d'impôt sur la fortune).	11	39	1
823	21.10	Les amendements n° 220 de M. Brard et n° 252 de M. Bonrepaux après l'article 17 du projet de loi de finances pour 2006 (abrogation de l'article 885-I bis du Code général des impôts accordant une exonération de 50 % au titre de l'impôt sur la fortune en faveur des actionnaires signataires d'un engagement collectif de conservation).	13	33	0
824	21.10	L'amendement n° 253 de M. Bonrepaux après l'article 17 du projet de loi de finances pour 2006 (réintégration dans l'assiette de l'impôt sur la fortune des placements en capital au sein des PME).	12	36	0
825	21.10	L'amendement n° 246 de M. Méhaignerie après l'article 17 du projet de loi de finances pour 2006 (exonération partielle d'impôt sur la fortune des actions ou parts détenues par des salariés ou cadres, sous réserve d'une durée de conservation minimale de six ans).	33	13	1
826	21.10	L'amendement n° 26 de M. Mariani après l'article 20 du projet de loi de finances pour 2006 (application du taux réduit de TVA à la restauration sur place).	19	23	0
827	21.10	L'amendement n° 188 de M. Bonrepaux après l'article 20 du projet de loi de finances pour 2006 (application du taux réduit de TVA à la restauration sur place).	15	28	0
828	24.10	Les amendements n° 61 de M. Michel Bouvard, n° 70 de M. de Courson, n° 205 de M. Migaud et n° 207 de M. Brard tendant à supprimer l'article 48 du projet de loi de finances pour 2006 (création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France - RFF).	9	20	3
829 (*)	25.10	L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2006.	336	187	14
830	26.10	Les amendements n° 145 de Mme Fraysse, n° 166 de Mme Billard et n° 338 de M. Jean Marie Le Guen tendant à supprimer l'article 10 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux).	10	49	2
831	26.10	L'amendement n° 148 de Mme Fraysse après l'article 10 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (création d'une cotisation additionnelle sur les revenus financiers).	0	44	0
832	26.10	L'amendement n° 147 de Mme Fraysse après l'article 10 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (création d'une contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises).	2	44	0
833	26.10	L'amendement n° 146 de Mme Fraysse après l'article 10 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (réforme de l'assiette des cotisations patronales).	2	42	0
834	26.10	L'amendement n° 62 de M. Tian, repris par M. Gremetz tendant à supprimer l'article 12 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés en cas de rupture du contrat de travail et aux dirigeants de société en cas de départ forcé).	0	43	0

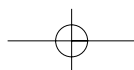
(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
835	26.10	L'amendement n° 300 de la commission des affaires culturelles à l'article 12 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (assujettissement à l'impôt de certaines indemnités liées à la rupture du contrat de travail).	39	0	0
836	26.10	L'amendement n° 150 de Mme Fraysse après l'article 12 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (suppression de l'article L.241-13 du code de la sécurité sociale).	2	39	0
837	26.10	Les amendements n° 64 de M. Tian et n° 68 de M. Vitel, repris par M. Gremetz tendant à supprimer l'article 13 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (assiette des cotisations et contributions sociales pour les heures de travail effectif et pour les contributions aux régimes de retraite complémentaire).	0	26	0
838	26.10	L'amendement n° 358 de la commission des affaires culturelles à l'article 13 (article L.241-15 du code de la sécurité sociale) du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (définition de l'assiette de l'allègement applicable aux heures rémunérées).	33	0	0
839	26.10	Les amendements n° 8 de la commission des affaires culturelles et n° 60 de M. Tian à l'article 13 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (suppression de l'effet rétroactif de la mesure de réduction des allègements de cotisations, bénéficiant aux entreprises).	33	2	0
840	26.10	Les amendements n° 277 de M. Tian et n° 9 rectifié de la commission des affaires culturelles au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (suppression de l'effet rétroactif de la mesure de réduction des allègements de cotisations, bénéficiant aux entreprises).	35	0	0
841	26.10	Les amendements n° 10 rectifié de la commission des affaires culturelles et n° 278 rectifié de M. Tian à l'article 13 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (suppression de l'effet rétroactif de la mesure de réduction des allègements de cotisations, bénéficiant aux entreprises).	33	0	0
842	27.10	L'amendement n° 360 rectifié du Gouvernement après l'article 13 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (subordination du versement du bonus à la conclusion préalable d'un accord salarial).	35	2	0
843	27.10	L'amendement n° 46 de la commission des finances et n° 196 de M. Jean-Marie Le Guen après l'article 27 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (renforcement de la prescription en dénomination commune internationale).	33	10	0
844	27.10	L'amendement n° 233 (3 ^e rectification) du Gouvernement après l'article 36 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (aménagement au régime des contrats d'assurance complémentaire de santé).	30	4	0
845	27.10	Les amendements n° 140 de Mme Fraysse, n° 74 de Mme Billard, n° 190 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen et n° 211 de M. Prél tendant à supprimer l'article 37 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros).	12	28	0
846	28.10	L'amendement n° 189 de M. Jean-Marie Le Guen tendant à supprimer l'article 38 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires).	10	22	0
847	28.10	L'amendement n° 39 rectifié de M. Door proposant une nouvelle rédaction de l'article 38 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires).	29	1	2



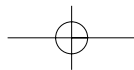
Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
848 (*)	02.11	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006.	339	151	4
849	08.11	L'amendement n° 166 de M. Rochebloine à l'état B (article 52 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » : revalorisation de la retraite du combattant).	16	44	0
850	08.11	L'amendement n° 165 de M. Rochebloine à l'état B (article 52 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » : majoration des rentes mutualistes des anciens combattants et victimes de guerre).	12	46	0
851	08.11	L'amendement n° 53 de la commission des finances, repris par M. Gremetz, à l'état B (article 52 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » : allocation spécifique aux veuves d'anciens combattants).	17	33	7
852	08.11	L'amendement n° 182 du Gouvernement après l'article 75 du projet de loi de finances pour 2006 (mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » : revalorisation de la retraite du combattant).	49	0	0
853	14.11	L'amendement n° 421 rectifié du Gouvernement à l'état B (article 52 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Enseignement scolaire » : financement des maisons familiales rurales).	37	3	1
854	14.11	L'amendement n° 209 de la commission des affaires culturelles à l'état B (article 52 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Enseignement scolaire » : régime additionnel de retraites des maîtres de l'enseignement privé).	32	0	4
855	15.11	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955.	113	209	0
856	15.11	La question préalable opposée par M. Bocquet au projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955.	83	202	0
857	15.11	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Ayrault, du projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955.	139	326	0
858 (*)	15.11	L'ensemble du projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955.	346	148	4
859	16.11	L'amendement n° 613 du Gouvernement à l'état B (article 52 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales » : maisons familiales et rurales).	42	0	0
860	16.11	L'amendement n° 306 de M. Dionis du Séjour à l'état B (article 52 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales » : programme décennal de création de retenues d'eau de taille modeste).	7	19	9
861	16.11	L'amendement n° 208 du Gouvernement sous-amendé par l'amendement n° 313 de M. Almont à l'article 61 du projet de loi de finances pour 2006 (encadrement spécifique des réductions d'impôt pour les investissements réalisés outre-mer).	68	0	1
862	18.11	L'amendement n° 661 de M. Baguet après l'article 94 du projet de loi de finances pour 2006) (mission « Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale » : taxation des œuvres pornographiques ou de très grande violence).	19	18	8
863	18.11	L'amendement n° 548 de M. Méhaignerie, repris par M. Bonrepaux, après l'article 58 du projet de loi de finances pour 2006 (plafonnement des réductions d'impôt à 50 % du montant de l'impôt dû par les contribuables soumis à la dernière tranche du barème).	2	43	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

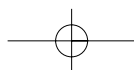


Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
864	22.11	Les amendements n° 309 de M. de Courson, n° 369 de M. Brottes et n° 527 de M. Brard tendant à supprimer l'article 67 du projet de loi de finances pour 2006 (réforme de la taxe professionnelle).	45	119	0
865	22.11	L'amendement n° 370 de M. Brottes à l'article 67 du projet de loi de finances pour 2006 (suppression de la disposition relevant le plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle applicable aux entreprises de travaux agricoles à compter de 2002).	26	37	4
866	22.11	L'amendement n° 185 de M. Baguet après l'article 67 du projet de loi de finances pour 2006 (abattement de la base d'assujettissement à la taxe professionnelle en faveur des diffuseurs de presse).	11	24	0
867 (*)	23.11	L'ensemble du projet de loi de finances pour 2006.	353	185	13
868	29.11	Le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés.	94	183	0
869 (*)	29.11	L'ensemble du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers.	373	27	106
870	29.11	L'amendement n° 94 de M. Vercamer avant l'article premier du projet de loi relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi (anonymat du curriculum vitae dans le cadre d'un recrutement par une entreprise de plus de 250 salariés).	8	30	0
871	29.11	L'amendement n° 19 de la commission des affaires culturelles repris par M. Gremetz à l'article 2 du projet de loi relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi (parcours d'insertion individualisé pour tous les bénéficiaires de minima sociaux).	5	24	0
872 (*)	06.12	L'ensemble du projet de loi relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi.	354	153	0
873	07.12	L'amendement n° 201 de M. Bonrepaux à l'article 2 du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (pérennisation pour les départements, de la compensation des dépenses liées au RMI et au RMA).	6	14	0
874	08.12	L'amendement n° 202 de M. Bonrepaux à l'article 2 du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (compensation des dépenses transférées aux départements au titre du RMI et du RMA).	6	21	0
875	08.12	Les amendements n° 49 de M. de Courson et n° 56 de M. Rivière tendant à supprimer l'article 18 du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (création d'une taxe de solidarité sur les billets d'avion).	6	38	2
876	08.12	L'article 18 du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (création d'une taxe de solidarité sur les billets d'avion).	38	5	1
877	08.12	Les amendements n° 20 de la commission des finances et n° 38 de M. Michel Bouvard après l'article 30 du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (exclusion des charges déductibles des sociétés de certaines indemnités de départ et de licenciement).	10	31	0
878	08.12	L'amendement n° 225 du Gouvernement après l'article 44 du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (modalités de déduction de la TVA sur facture rectificative).	27	11	2
879	08.12	L'article 39 à l'exclusion de l'amendement n° 67 et l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2005, compte tenu des votes intervenus, à l'exclusion des articles additionnels après l'article 39 faisant l'objet des amendements n° 260, n° 51 (3 ^e rectification) et n° 261 (vote unique).	29	4	5

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

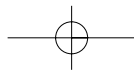


Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
880	14.12	L'article unique de la proposition de résolution tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA.	157	0	0
881	15.12	L'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple.	33	0	0
882	21.12	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Ayrault, du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information.	45	119	0
883	21.12	Les amendements n° 153 de M. Suguenot et n° 154 de M. Mathus à l'article 1 ^{er} du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (exception au droit d'auteur pour copies réalisées pour usage privé par téléchargement sur Internet).	30	28	1
884	21.12	L'amendement n° 111 de M. Warsmann à l'article 1 ^{er} du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (exception au droit d'auteur pour copies réalisées par des bibliothèques, musées ou services d'archives).	20	40	0
885	21.12	L'amendement n° 121 de Mme Billard à l'article 1 ^{er} du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (exception au droit d'auteur pour reproduction d'œuvres en vue d'une consultation par certaines personnes handicapées).	13	38	0
886	22.12	L'amendement n° 83 de M. Bloche après l'article 4 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (modification de l'article L.214-1 du code de la propriété intellectuelle afin de rendre applicable la licence légale à la webradio).	14	26	0
887	19.01	L'amendement n° 276 de Mme Billard après l'article 1 ^{er} du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (respect du label de « haute qualité énergétique »).	8	23	3
888	19.01	L'amendement n° 114 de M. Braouezec à l'article 2 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (instauration d'un pourcentage minimal de constructions de logements locatifs sociaux).	13	29	0
889	19.01	L'amendement n° 115 de M. Braouezec à l'article 2 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (attribution au représentant de l'État de la compétence de faire valoir la priorité de construction de logements locatifs sociaux).	13	26	0
890	24.01	Les conclusions de rejet de la commission de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants.	105	32	1
891	24.01	L'amendement n° 32 rectifié de M. Chatel, repris par M. Brottes, après l'article 5 <i>quinquies</i> du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (création d'un fonds de garantie des emprunts immobiliers à l'attention des ménages titulaires d'un contrat autre qu'un contrat à durée indéterminée).	33	77	1
892	25.01	L'amendement n° 277 rectifié du Gouvernement après l'article 8 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (réforme par ordonnance du régime juridique des sociétés anonymes de crédit immobilier).	47	16	3
893	25.01	Le sous-amendement n° 692 de M. Le Bouillonnet à l'amendement 645 (4 ^e rectification) de M. Ollier après l'article 5 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (inclusion dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU de logements sociaux vendus et construits dans le cadre d'opérations d'accession sociale à la propriété).	19	54	2

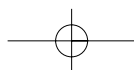


Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
894	25.01	Le sous-amendement n° 692 de M. Le Bouillonnet à l'amendement 645 (4 ^e rectification) de M. Ollier après l'article 5 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (inclusion dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU de logements sociaux vendus et construits dans le cadre d'opérations d'accession sociale à la propriété).	19	54	2
895	25.01	L'amendement 645 (4 ^e rectification) de M. Ollier après l'article 5 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (inclusion dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU de logements sociaux vendus et construits dans le cadre d'opérations d'accession sociale à la propriété).	18	54	0
896	26.01	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière.	12	27	0
897	26.01	L'amendement n° 441 de M. Le Bouillonnet après l'article 8 <i>sexies</i> du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (délivrance du permis de construire soumise à l'obligation de réalisation d'un minimum de 20 % de logements sociaux pour tout programme supérieur à 20 logements).	10	21	0
898	26.01	L'amendement n° 149 rectifié de M. Brard après l'article 8 <i>sexies</i> du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (inéligibilité des maires dont la commune est assujettie deux années consécutivement au prélèvement pour non respect de l'objectif de 20 % de logements sociaux).	12	29	0
899	26.01	L'amendement n° 440 rectifié de M. Lagarde après l'article 8 <i>sexies</i> du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement (inéligibilité des maires en cas de non-respect de l'objectif de réalisation de 20% de logements sociaux).	12	29	0
900 (*)	31.01	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, portant engagement national pour le logement.	371	173	5
901	31.01	La question préalable opposée par M. Ayrault au projet de loi pour l'égalité des chances.	86	145	0
902	01.02	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Bocquet, du projet de loi pour l'égalité des chances.	41	74	0
903	02.02	L'amendement n° 371 de M. Durand avant l'article 1 ^{er} du projet de loi pour l'égalité des chances (droit à l'éducation et à la formation garanti à chacun sur l'ensemble du territoire).	12	63	2
904	02.02	L'amendement n° 439 de M. Durand à l'article 1 ^{er} du projet de loi pour l'égalité des chances (interdiction du travail de nuit pour les jeunes de moins de 16 ans).	16	43	3
905	07.02	Les amendements nos 264 à 275 tendant à supprimer l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors).	62	133	0
906	07.02	L'amendement n° 178 de M. Rodolphe Thomas à l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (crédit d'impôt bénéficiant à l'entreprise pour l'embauche d'un apprenti domicilié en zone urbaine sensible ou en ZEP).	5	140	0
907	07.02	L'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (crédit d'impôt au profit des entreprises employant des apprentis juniors).	113	45	0
908	08.02	Le sous-amendement n° 421 de M. Durand à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (exclure du champ d'application de la mesure proposée les syndicats professionnels).	35	79	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.



Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
909	08.02	Le sous-amendement n° 212 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (délai de contestation de la rupture du contrat).	21	56	3
910	08.02	Le sous-amendement n° 123 de Mme Billard à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (définition du délai de contestation).	23	65	2
911	08.02	Le sous-amendement n° 594 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (reclassement d'un salarié licencié pour motif économique).	22	63	2
912	08.02	Le sous-amendement n° 595 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (dévolution à l'employeur d'apporter la preuve du caractère réel et sérieux de la rupture du contrat).	26	63	2
913	08.02	Le sous-amendement n° 596 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (convention de reclassement personnalisé).	24	54	2
914	08.02	Le sous-amendement n° 57 de M. Gremetz à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (fixation de la période d'essai par un texte législatif).	25	46	2
915	08.02	Le sous-amendement n° 176 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (protection des représentants du personnel).	25	48	2
916	08.02	Les sous-amendements n° 59 de M. Tian et n° 126 de Mme Billard à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (garantir les droits des femmes en état de grossesse embauchées en vertu d'un contrat première embauche).	41	42	0
917	08.02	Le sous-amendement n° 216 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (protection des femmes enceintes).	37	50	0
918	08.02	Le sous-amendement n° 124 de Mme Billard à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (motivation de la rupture du contrat lors d'un arrêt maladie).	22	60	2
919	08.02	Le sous-amendement n° 125 de Mme Billard à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (délai de carence entre deux conclusions de contrat).	24	62	2
920	08.02	Le sous-amendement n° 495 de M. Vercamer à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (empêcher le recours à des CPE successifs).	14	60	1
921	08.02	Le sous-amendement n° 169 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (délai de carence entre deux CPE).	28	62	2
922	08.02	Le sous-amendement n° 128 de Mme Billard à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (délai de carence entre deux CPE).	20	55	2
923	08.02	Le sous-amendement n° 459 de M. Vercamer à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (délai de carence de six mois entre deux CPE).	20	59	2
924	08.02	Le sous-amendement n° 600 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (délai de carence entre deux CPE).	20	49	0



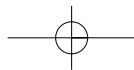
Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
925	08.02	Le sous-amendement n° 601 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (délai de carence de six mois entre deux CPE).	22	47	0
926	08.02	Le sous-amendement n° 214 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (bénéfice du plan de formation pour le titulaire d'un CPE).	18	51	2
927	08.02	Le sous-amendement n° 189 de la commission des affaires culturelles à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (droit individuel à la formation).	50	8	6
928	08.02	Le sous-amendement n° 58 de M. Gremetz à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (suppression de l'allocation forfaitaire).	13	51	2
929	08.02	Le sous-amendement n° 129 de Mme Billard à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (instauration d'une « contribution de précarité » pour abonder le fonds de solidarité).	18	50	0
930	08.02	Le sous-amendement n° 215 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (instauration d'un délai dans lequel l'accord des partenaires sociaux doit être trouvé).	20	51	0
931	08.02	Le sous-amendement n° 157 de M. Gorce à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (conditionner la mise en œuvre du contrat première embauche à l'ouverture d'une négociation entre les partenaires sociaux).	51	7	2
932	08.02	Le sous-amendement n° 190 de la commission des affaires culturelles à l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (prévoir une évaluation des conditions de mise en œuvre du contrat première embauche, au plus tard le 31 décembre 2008).	51	7	2
933	08.02	L'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement après l'article 3 du projet de loi pour l'égalité des chances (création du contrat première embauche).	51	23	0
935	22.02	L'amendement n° 280 de M. Vidalies tendant à supprimer l'article 21 du projet de loi portant réforme des successions et des libéralités (modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant).	5	49	4
936	22.02	L'amendement n° 274 corrigé de M. Vidalies à l'article 22 du projet de loi portant réforme des successions et des libéralités (droit viager accordé au partenaire d'un pacs).	9	40	2
937	23.02	L'amendement n° 10 de M. Viollet après l'article unique de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux obtentions végétales (exonération pour les petites exploitations des droits dus à l'obtenteur).	15	30	0
938	23.02	L'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux obtentions végétales.	31	14	0
939	28.02	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi, adopté par le Sénat, de programme pour la recherche.	33	89	1
940	01.03	L'amendement n° 316 de M. Cohen et les amendements n°s 315, 317, 320 et 321 des membres du groupe socialiste à l'article 2 du projet de loi, adopté par le Sénat, de programme pour la recherche (impossibilité pour les pôles de recherche et d'enseignement supérieur de revêtir la forme d'une fondation de coopération scientifique).	11	38	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
941	01.03	L'amendement n° 75 de M. Dutoit et les amendements n°s 274 à 280 des membres du groupe socialiste à l'article 2 du projet de loi, adopté par le Sénat, de programme pour la recherche (suppression de l'alinéa 9 « création des réseaux thématiques de recherche »).	9	37	0
942 (*)	07.03	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, de programme pour la recherche.	320	160	6
943	07.03	Le sous-amendement n° 307 de M. Suguenot à l'amendement n° 272 du Gouvernement après l'article 1 ^{er} du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (exception de la copie à usage privé).	44	85	3
944	08.03	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi pour l'égalité des chances (texte de la commission mixte paritaire).	38	181	1
945 (*)	08.03	L'ensemble du projet de loi pour l'égalité des chances (texte de la commission mixte paritaire).	329	159	4
946	09.03	Le sous-amendement n° 302 de Mme Marland-Militello à l'amendement n° 272 du Gouvernement après l'article 1 ^{er} du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (liberté de choix de l'auteur quant au mode de rémunération et de diffusion de ses œuvres).	43	0	7
947	09.03	Le sous-amendement n° 381 de M. Dutoit à l'amendement n° 272 du Gouvernement après l'article 1 ^{er} du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (dépôt d'un rapport au Parlement relatif à la mise en œuvre d'une plateforme publique de téléchargement).	42	0	0
948	09.03	Le sous-amendement n° 383 de M. Baguet à l'amendement n° 272 du Gouvernement après l'article 1 ^{er} du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (champ d'application du régime AGESEA).	26	0	9
949	09.03	L'amendement n° 272 du Gouvernement après l'article 1 ^{er} (institution de 4 exceptions au droit d'auteur).	28	0	0
950	09.03	L'amendement n° 168 de M. Mathus avant l'article 2 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (adoption des exemptions au droit d'auteur jusqu'au 31 décembre 2008 et remise d'un rapport au Parlement avant cette date).	16	39	0
951	09.03	Les amendements n° 219 de M. Suguenot et n° 221 rectifié de M. Mathus à l'article 2 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (dénomination des personnes titulaires des droits voisins).	14	42	0
952	14.03	Les conclusions de rejet de la commission de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur.	54	24	0
953	14.03	Le sous-amendement n° 323 de M. Bloche à l'amendement n° 185 rectifié de M. Suguenot après l'article 5 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (garantir le droit de copie privée à tous les citoyens).	18	53	0
954	14.03	L'amendement n° 96 rectifié de M. Bloche après l'article 5 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (prise en compte de l'incidence constatée de la mise en œuvre des mesures techniques sur le bénéfice effectif de la copie privée).	25	33	0
955	14.03	L'amendement n° 99 rectifié de M. Bloche après l'article 5 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (prise en compte du degré d'utilisation des mesures techniques dans la répartition de la rémunération pour copie privée entre titulaires de droits).	27	55	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

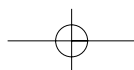
Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
956	14.03	L'amendement n° 176 de M. Dutoit après l'article 5 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (remboursement, aux acteurs de santé, de la rémunération pour copie privée).	5	71	2
957	14.03	L'amendement n° 86 rectifié de M. Bloche à l'article 7 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (protection juridique des mesures techniques par le TGI).	9	25	1
958	15.03	L'amendement n° 150 (2 ^e rectification) de M. Mariani après l'article 12 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (responsabilité pénale des éditeurs de logiciels de peer to peer).	55	19	2
959	16.03	L'article 10 du projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition (2 ^e lecture) (approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre publique d'acquisition).	17	3	0
960	16.03	L'amendement n° 339 de M. Bloche après l'article 14 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (redéfinition du champ de la licence légale en fonction du mode d'accès aux œuvres).	11	28	0
961	16.03	L'amendement n° 263 (2 ^e rectification) du Gouvernement après l'article 14 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (nouvelle rédaction de l'article L 335-5 du code de la propriété intellectuelle) (adaptation du régime des sanctions à la gravité des atteintes aux droits de la propriété littéraire et artistique).	34	9	0
962	16.03	L'amendement n° 267 rectifié de M. Mariani après l'article 14 (art. L.335-10 du code de la propriété intellectuelle) du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (prévention de la contrefaçon dans le domaine des communications électroniques).	31	10	0
963	16.03	L'amendement n° 199 de M. Dionis du Séjour après l'article 15 du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (augmentation du taux de prélèvement destiné au fonds d'aide à la création).	4	27	0
964 (*)	21.03	L'ensemble du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information.	286	193	22
965	12.04	L'amendement n° 31 de M. Vercaemer avant l'article premier de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (négociation interprofessionnelle préalable à toute réforme législative du droit du travail).	32	59	1
966	12.04	L'amendement n° 1 de M. Gorce avant l'article premier de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (abrogation de l'ordonnance n° 2005-893 relative au contrat de travail nouvelles embauches).	50	85	4
967	12.04	L'amendement n° 23 rectifié de M. Gremetz après l'article premier de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (abrogation de l'apprentissage junior et du travail de nuit pour les moins de 16 ans).	50	97	0
968	12.04	L'amendement n° 19 de M. Gremetz à l'article premier de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (abrogation du contrat nouvelles embauches).	37	122	0
969	12.04	L'amendement n° 18 de M. Gremetz à l'article premier de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise (abrogation du contrat première embauche).	36	129	0
970	12.04	L'ensemble de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise.	151	93	1

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.



Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
971	02.05	La question préalable opposée par M. Ayrault au projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration.	60	155	0
972	03.05	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Bocquet, du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration.	38	69	0
973	05.05	Les amendements n° 165 de M. Mamère, n° 284 de M. Roman et n° 567 de M. Braouezec tendant à supprimer l'article 24 du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (modification des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »).	8	20	1
974	05.05	L'amendement n° 572 de M. Braouezec tendant à supprimer l'alinéa 6 de l'article 24 du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (suppression de la délivrance, de plein droit, d'un titre de séjour aux étrangers vivant en France depuis plus de dix ans).	16	29	0
975	05.05	L'amendement n° 133 de Mme Brunel après l'article 29 du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (lutte contre la polygamie).	32	0	0
976	05.05	L'amendement n° 132 de Mme Brunel après l'article 29 du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (préservation des intérêts des enfants des familles polygames).	30	0	0
977	09.05	Les amendements n°s 179 de M. Mamère, 266 de Mme Boutin, 294 de M. Roman et 528 de M. Braouezec tendant à supprimer l'article 30 du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (allongement de la durée de séjour pour demander le regroupement familial).	11	25	0
979 (*)	17.05	L'ensemble du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration.	367	164	150
980	17.05	L'amendement n° 378 à l'article 26 du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (modulation des aides publiques en fonction du mode de gestion du service de l'eau).	10	51	1
981	17.05	Les amendements n° 359 de M. Bonrepaux et n° 741 de M. Chassaigne à l'article 26 du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (aides publiques en fonction du mode de gestion du service de l'eau).	10	45	1
982 (*)	30.05	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques.	361	131	6
983	07.06	L'amendement n° 17 de M. Derosier tendant à supprimer l'article 1 ^{er} de la proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (déclaration d'appartenance d'un groupe à la majorité ou à l'opposition).	7	50	4
984	07.06	L'amendement n° 27 de M. Morin après l'article 1 ^{er} de la proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (répartition des compétences des commissions permanentes).	14	52	4
985	07.09	La demande de formation de l'Assemblée nationale en comité secret présentée par M. Ayrault et plusieurs de ses collègues (application de l'article 51 du Règlement).	105	220	0
986	07.09	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi relatif au secteur de l'énergie.	68	217	0
987	15.09	L'amendement n° 137569 de M. Dionis du Séjour à l'article premier du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (compensation du surcoût né de l'achat de l'électricité d'origine renouvelable).	1	46	0
988	15.09	L'article premier du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (éligibilité de l'ensemble des consommateurs d'électricité).	32	14	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.



Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
989	18.09	Les amendements n ^{os} 18723 (2 ^e rectification) à 18755 (2 ^e rectification) de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 3 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (application de la tarification spéciale aux bénéficiaires du minimum vieillesse).	14	42	0
990	25.09	Les amendements n ^{os} 95550 à 95571 de M. Daniel Paul et 21 membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (autorisation de privatisation de Gaz de France).	18	77	0
991	25.09	Les amendements n ^{os} 95572 à 95593 de M. Daniel Paul et 21 membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (caractère anticonstitutionnel de toute loi de privatisation de Gaz de France).	19	75	0
992	25.09	Les amendements n ^{os} 95616 à 95637 de M. Daniel Paul et 21 membres du groupe des député-e-s-communistes et républicains à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (soumission d'un rapport contradictoire sur la faisabilité d'une fusion sous forme de société anonyme détenue à 100 % par des capitaux publics des sociétés anonymes EDF et GDF).	31	93	0
993	26.09	Les amendements n ^{os} 95594 à 95615 de M. Daniel Paul et 21 membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (soumission d'un rapport contradictoire sur la faisabilité d'une fusion sous forme d'établissement public à caractère industriel et commercial des sociétés anonymes Électricité de France et Gaz de France).	6	38	0
994	26.09	Les amendements n ^{os} 5385 à 5534 de M. Brottes et 148 membres du groupe socialiste et les amendements n ^{os} 95638 à 95659 de M. Daniel Paul et 21 membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (suppression de l'alinéa visant à réduire la part de détention du capital de Gaz de France).	24	74	0
995	26.09	Les amendements n ^{os} 25374 rectifié à 25406 rectifié de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (relèvement à 76,6 % de la participation de l'État dans le capital d'Électricité de France).	40	68	1
996	26.09	Les amendements n ^{os} 25407 rectifié à 27439 rectifié de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (relèvement à 76,5% de la participation de l'État dans le capital d'Électricité de France).	31	71	1
997	26.09	Les amendements n ^{os} 25440 rectifié à 25472 rectifié de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (relèvement à 76,4% de la participation de l'État dans le capital d'Électricité de France).	20	60	1
998	26.09	Les amendements n ^{os} 25473 rectifié à 25505 rectifié de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (relèvement à 76,3% de la participation de l'État dans le capital d'Électricité de France).	16	61	1
999	26.09	Les amendements n ^{os} 25506 rectifié à 25538 rectifié de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (relèvement à 76,2% de la participation de l'État dans le capital d'Électricité de France).	21	59	0
1000	26.09	Les amendements n ^{os} 25539 rectifié à 25571 rectifié de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (relèvement à 76,1% de la participation de l'État dans le capital d'Électricité de France).	21	64	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1001	26.09	Les amendements n ^{os} 25572 rectifié à 25604 rectifié de M. Brottes et 31 membres du groupe socialiste à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (relèvement à 76% de la participation de l'État dans le capital d'Électricité de France).	26	58	1
1002	26.09	Les amendements n ^{os} 42958 à 47313 de M. Daniel Paul et 21 membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (défense de la présence de la puissance publique dans le secteur énergétique à des hauteurs différenciées).	13	57	0
1003	26.09	Les amendements n ^{os} 96320 à 96979 de M. Daniel Paul et 21 membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (porter la participation de l'État à hauteur de 100% du capital d'Électricité de France).	27	69	0
1004	27.09	L'article 10 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie.	91	39	0
1005	28.09	L'amendement n° 137577 de M. Dionis du Séjour à l'article 13 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (autorisation d'utilisation d'huiles végétales comme carburant agricole ou comme carburant des véhicules, propriété des collectivités territoriales et des entreprises de transport en commun).	12	32	0
1006	28.09	L'amendement n° 13758 rectifié de M. Dionis du Séjour à l'article 13 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (autorisation d'utilisation d'huiles végétales comme carburant agricole ou comme carburant des véhicules, propriété des collectivités territoriales et des entreprises de transport en commun).	15	32	0

Annexe IX

Décisions du Conseil Constitutionnel

**Conformité à la Constitution des lois organiques
et des Règlements des Assemblées parlementaires**
(Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale	Président de l'Assemblée nationale 07.10.2005	2005-526 DC du 13.10.2005	20.10.2005	Conforme avec réserves
Loi organique modifiant les dates des renouvellements du Sénat	Premier ministre 07.12.2005	2005-529 DC du 15.12.2005	16.12.2005	Conforme
Loi organique relative à l'élection du Président de la République	Premier ministre 29.03.2006	2006-536 DC du 05.04.2006	06.04.2006	Conforme
Résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale	Président de l'Assemblée nationale 08.06.2006	2005-537 DC du 22.06.2006	27.06.2006	Partiellement contraire

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales	Plus de 60 sénateurs 29.11.2005	2005-527 DC du 08.12.2005	13.12.2005	Conforme
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2006	Plus de 60 députés 29.11.2005 Plus de 60 sénateurs 30.11.2005	2005-528 DC du 15.12.2005	20.12.2005	Partiellement contraire avec réserves
Loi de finances pour 2006	Plus de 60 députés 21.12.2005	2005-530 DC du 29.12.2005	31.12.2005	Partiellement contraire
Loi de finances rectificative pour 2005	Plus de 60 sénateurs 22.12.2005	2005-531 DC du 29.12.2005	31.12.2005	Partiellement contraire
Loi relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers	Plus de 60 sénateurs 23.12.2005	2005-532 DC du 19.01.2006	24.01.2006	Partiellement contraire
Loi relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes	Plus de 60 députés 23.02.2006	2006-533 DC du 16.03.2006	24.03.2006	Partiellement contraire
Loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux	Plus de 60 députés 23.02.2006	2006-534 DC du 16.03.2006	24.03.2006	Partiellement contraire
Loi pour l'égalité des chances	Plus de 60 députés 14.03.2006 Plus de 60 sénateurs 14.03.2006	2006-535 DC du 30.03.2006	02.04.2006	Partiellement contraire
Loi portant règlement définitif du budget de 2005	Plus de 60 députés 04.07.2006	2006-538 DC du 13.07.2006	20.07.2006	Conforme
Loi relative à l'immigration et à l'intégration	Plus de 60 députés 06.07.2006 Plus de 60 sénateurs 07.07.2006	2006-539 DC du 20.07.2006	25.07.2006	Conforme
Loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information	Plus de 60 députés 07.07.2006	2006-540 DC du 27.07.2006	03.08.2006	Partiellement contraire

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Nature juridique de dispositions suivantes de l'article L. 148-2 du code de l'action sociale et des familles : - les mots : « auprès du Premier ministre » figurant au premier alinéa ; - le deuxième alinéa.	Premier ministre 22.09.2005	2005-201 L du 13.10.2005	20.10.2005	Domaine réglementaire
Nature juridique de dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique	Premier ministre 09.11.2005	2005-202 L du 17.11.2005	23.11.2005	Non lieu à statuer
Nature juridique d'une disposition de la loi du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés	Premier ministre 25.01.2006	2006-203 L du 31.01.2006	02.02.2006	Domaine réglementaire
Nature juridique d'une disposition du code de l'éducation	Premier ministre 02.06.2005	2006-204 L du 15.06.2006	21.06.2006	Domaine réglementaire

Conformité à la Constitution des traités (Application de l'article 54 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Engagements internationaux relatifs à l'abolition de la peine de mort	Président de la République 22.09.2005	2005-524/ 525DC du 13.10.2005	20.10.2005	Comporte des clauses contraires à la Constitution
Accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens	Plus de 60 députés 12 .09.2006 Premier ministre 20.09.2006	2006-541 DC du 28.09.2006	03.10.2006	Conforme

Annexe X

Déclarations du Gouvernement

Avec débat :

Date	Objet	Ministre
8 novembre 2005	Situation créée par les violences urbaines	M. Dominique de Villepin (Premier ministre) et M. Nicolas Sarkozy (ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire)
13 décembre 2005	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005	M. Dominique de Villepin (Premier ministre) et M. Philippe Douste-Blazy (ministre des affaires étrangères)
21 mars 2006	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006	M. Philippe Douste-Blazy (ministre des affaires étrangères) et Mme Catherine Colonna (ministre déléguée aux affaires européennes)
13 juin 2006	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006	M. Philippe Douste-Blazy (ministre des affaires étrangères) et Mme Catherine Colonna (ministre déléguée aux affaires européennes)
14 juin 2006	Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France	M. Thierry Breton (ministre de l'économie, des finances et de l'industrie) et M. François Loos (ministre délégué à l'industrie)
21 juin 2006	Situation au Proche-Orient	M. Philippe Douste-Blazy (ministre des affaires étrangères)
22 juin 2006	Débat d'orientation budgétaire Débat sur les orientations des finances sociales pour 2007 <i>(discussion générale commune)</i>	M. Thierry Breton (ministre de l'économie, des finances et de l'industrie), M. Jean-François Copé (ministre délégué au budget et à la réforme de l'État), M. Xavier Bertrand (ministre de la santé et des solidarités) et M. Philippe Bas (ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille)
7 septembre 2006	Débat sur la situation au Proche-Orient	M. Dominique de Villepin (Premier ministre) et M. Philippe Douste-Blazy (ministre des affaires étrangères)

Annexe XI

Engagements de responsabilité et censure

Engagement de responsabilité sur le vote d'un texte

Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

Date	Texte	Suite de la procédure
9 février 2006	Projet de loi pour l'égalité des chances (1 ^{re} lecture, n° 2787)	Considéré comme adopté et prise d'acte le 10 février 2006 (<i>J.O.</i> du 11 février 2006)

Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution

Auteur	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Suffrages obtenus
MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande, Roger-Gérard Schwartzberg, Mme Martine Billard et 141 membres de l'Assemblée nationale	15 février 2006	21 février 2006	289	178
MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande, Roger-Gérard Schwartzberg et 140 membres de l'Assemblée nationale	10 mai 2006	16 mai 2006	289	190

Annexe XII

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Premier ministre : D. de Villepin	49	1
Affaires étrangères : P. Douste-Blazy	26	5
Affaires européennes : Mme C. Colonna	15	1
Agriculture et pêche : D. Bussereau	22	31
Aménagement du territoire : C. Estrosi	22	10
Anciens combattants : H. Mékachéra	5	1
Budget et réforme de l'État : J.F. Copé	37	12
Cohésion sociale et parité : Mme C. Vautrin	22	5
Collectivités territoriales : B. Hortefeux	6	3
Commerce extérieur : Mme C. Lagarde	13	1
Coopération, développement et francophonie : Mme B. Girardin	2	1
Culture et communication : R. Donnedieu de Vabres	9	15
Défense : Mme M. Alliot-Marie	13	6
Écologie : Mme N. Olin	8	10
Économie : T. Breton	49	20
Éducation nationale : G. de Robien	36	30
Emploi, cohésion sociale et logement : J.L. Borloo	76	24
Emploi, travail et insertion professionnelle des jeunes : G. Larcher	44	7
Enseignement supérieur et recherche : F. Goulard	12	1
Fonction publique : C. Jacob	5	5
Industrie : F. Loos	16	11
Intérieur et aménagement du territoire : N. Sarkozy	37	34
Jeunesse et sports : J.F. Lamour	7	3
Justice : P. Clément	21	14
Outre-mer : F. Baroin	11	1
PME, commerce, artisanat et professions libérales : R. Dutreil	17	5
Promotion de l'égalité des chances : A. Begag	4	0
Relations avec le Parlement : H. Cuq	3	0
Santé et solidarités : X. Bertrand	44	61
Sécurité sociale, personnes âgées, personnes handicapées et famille : P. Bas	29	26
Tourisme : L. Bertrand	2	0
Transports, équipement, tourisme et mer : D. Perben	26	64
Total.....	688	408

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	137
Affaires étrangères	821
Affaires européennes	391
Agriculture et pêche	2 555
Aménagement du territoire	85
Anciens combattants	1 043
Budget et réforme de l'État	511
Cohésion sociale et parité	506
Collectivités territoriales	174
Commerce extérieur	74
Coopération, développement et francophonie	79
Culture et communication	621
Défense	495
Ecologie	920
Economie	3 167
Education nationale.....	1 652
Emploi, cohésion sociale et logement	564
Emploi, travail et insertion professionnelle des jeunes	756
Enseignement supérieur et recherche	122
Fonction publique	765
Industrie	442
Intérieur et aménagement du territoire	1 742
Jeunesse et sports	427
Justice	1 286
Outre-mer.....	103
PME, commerce, artisanat et professions libérales	612
Promotion de l'égalité des chances	18
Relations avec le Parlement	25
Santé et solidarités	2 634
Sécurité sociale, personnes âgées, personnes handicapées et famille	958
Tourisme	171
Transports, équipement, tourisme et mer	1 437
Total	25 293

